

La défaite du travail

L'âge ne doit pas être un frein au profit. Le capitalisme en a décidé ainsi : l'augmentation de l'espérance de vie des populations, du fait de l'amélioration des conditions générales d'existence, suscite partout un réaménagement du droit du travail, en relation avec l'âge de départ à la retraite.

La nature ayant horreur du vide, l'absence d'adversité et de contre-poids subséquente à l'effondrement du système socialiste mondial a signé, il faut bien se l'avouer, la défaite momentanée du travail contre le capital. Chômage, baisse des salaires, rallonge de la durée du travail et report de l'âge de départ à la retraite sont les conséquences les plus manifestes de cette défaite qui est loin d'avoir décliné toute son horreur.

Comme l'histoire n'arrête pas de se répéter, le triomphe de la bourgeoisie a, encore une fois, «noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque et de la sentimentalité à quatre sous dans les eaux glacées du calcul égoïste». Les mêmes causes produisant les mêmes effets, ces propos semblent dater d'aujourd'hui, alors qu'ils ont été écrits il y a plus d'un siècle(*).

A contrario, souvent pour des raisons politiques d'élimination de générations «génantes», certains gouvernements envisagent des mises à la retraite anticipées. Combien de jeunes brillants «quinqas» ont fait les frais de la chasse aux sorcières qui s'est abattue sur l'administration algérienne au début des années 1980 en application de l'article 120, vulgaire

expression de l'exclusion ?

C'est la voie suivie par le gouvernement ultraconservateur de Budapest pour se débarrasser de ses «brebis galeuses» héritées du régime communiste dans la justice.

La Cour de justice de l'Union européenne, qui siège à Luxembourg, a, par un arrêt fort intéressant rendu ce 6 novembre 2012 (**), épinglé cette ancienne République socialiste passée à l'Ouest au lendemain de la chute du Mur de Berlin en suivant un chemin bien sinueux. Dans une énième réforme affectant le secteur judiciaire, elle a pris la liberté d'instrumentaliser le statut des magistrats dans un espace géopolitique censé consacrer la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice.

Les faits d'abord : en Hongrie, et jusqu'au 31 décembre 2011, les juges, procureurs et notaires pouvaient rester en fonction jusqu'à l'âge de 70 ans. Un amendement législatif intervenu en 2011 contraignait les magistrats ayant atteint l'âge général de la retraite, c'est-à-dire 62 ans, à cesser leurs fonctions à partir du 1er janvier 2012. Ceux parmi eux qui ont atteint cet âge avant le 1er janvier 2012 verront leurs fonctions prendre fin le 30 juin 2012.

Ceux qui atteignent cet âge entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2012 doivent cesser leurs fonctions le 31 décembre 2012. A partir du 1er janvier 2014, les notaires doivent également cesser d'exercer leurs fonctions le jour où ils atteignent l'âge général de la retraite.

Cette mesure est considérée par l'opposition comme un moyen de se débarrasser de magistrats gênants. C'est, apparemment, la lecture qu'en fait aussi la Commission européenne qui estime qu'une telle mesure entraînerait le départ à la retraite anticipé de 236 juges (soit presque 10% des juges en une seule année) et d'un quart des notaires rien que durant l'année 2012. L'application aux juges et aux procureurs d'un traitement différent de celui des autres catégories, à un moment où paradoxalement l'âge de la retraite n'est pas réduit, mais progressivement augmenté dans l'ensemble de l'Europe (y compris en Hongrie dont le gouvernement avait déjà communiqué à la Commission son intention de porter à 65 ans l'âge de départ en retraite du régime général), rend d'autant plus contestable juridiquement la décision.

«L'abaissement radical de l'âge de la retraite des juges hongrois constitue une discrimination fondée sur l'âge non justifiée», estime la Cour.

L'enjeu ici est la conformité, ou non, de la nouvelle loi hongroise avec la directive 2000/78/CE, du 27 novembre 2000, portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail, l'Union européenne avait fait de la lutte contre les discriminations – notamment celles qui affectent l'emploi et le marché du travail – un défi majeur. La directive consacre le principe que l'emploi et le travail constituent des éléments essentiels pour garantir l'égalité des chances pour tous et contribuent, dans une large mesure, à la pleine participation des citoyens à la vie économique, sociale et culturelle. Il trouve dans l'article 13 du Traité CE, introduit par le Traité d'Amsterdam, une solide matrice qui accorde des pouvoirs spécifiques à la Communauté pour combattre les discriminations fondées sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. La directive contient une fiche d'évaluation de

l'impact y compris sur les entreprises, et en particulier les PME. C'est à l'aune de ce mécanisme que la Commission a introduit un recours en manquement à l'encontre de la Hongrie en avril 2012.

La Cour refuse de croire que les juges, procureurs et notaires ayant atteint l'âge de 62 ans sont dans une situation différente de celle des personnes moins âgées qui exercent les mêmes professions. Et, en les contraignant de cesser l'exercice de leurs fonctions, du fait de leur âge, la Hongrie les soumet à un traitement moins favorable que celui réservé aux personnes demeurant en activité. Il s'ensuit également une différence de traitement directement fondée sur l'âge. Sur la question de l'uniformisation invoquée par les autorités hongroises de droite, la Cour souligne que les personnes concernées par la législation contestée pouvaient demeurer en fonction, avant le 1er janvier 2012, jusqu'à l'âge de 70 ans. De ce fait, celles qui y sont privées se trouvent frustrées : ce statut avait fait naître à leur égard l'espérance fondée de leur maintien en fonction jusqu'à cet âge.

Le nouveau dispositif est d'autant plus discriminatoire qu'il ne prévoit pas de régime transitoire : il repose sur «un abaissement abrupt et considérable de la limite d'âge de cessation obligatoire d'activité». L'absence de dispositions transitoires affecte alors la confiance légitime des personnes touchées. De plus, ces dernières sont obligées «de quitter d'office et définitivement le marché du travail sans avoir eu le temps de prendre les mesures, notamment de nature économique et financière, qu'une telle situation nécessite».

La Cour note à cet égard que, d'une part, la pension de retraite de ces personnes est inférieure d'au moins 30% à leur rémunération et, d'autre part, la cessation d'activité ne tient pas compte des périodes de contribution et ne garantit donc pas le droit à une pension à taux plein.

Une justification «objective et proportionnée» est nécessaire si



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

un gouvernement décide de n'abaisser l'âge de la retraite que pour une catégorie de personnes donnée, à l'exclusion des autres. Ce principe a été réaffirmé par la Cour de justice dans son arrêt du 13 septembre 2011, qui conclut que le fait d'interdire aux pilotes de ligne de travailler après 60 ans constitue une discrimination fondée sur l'âge. Ce qui ne semble également pas être le cas pour les magistrats hongrois.

Dans ces circonstances, la Cour estime que l'abaissement radical de huit ans de l'âge de départ à la retraite des professions concernées n'est pas une mesure nécessaire pour atteindre l'objectif visant à uniformiser l'âge de la retraite des professions du service public. Elle conclut que la Hongrie a manqué à ses obligations découlant de la directive.

A. B.

(*) Marx, La lutte des classes en France.

(**) Affaire C-286/12 opposant la Commission à la Hongrie. Les décisions de la Cour sont disponibles sur : www.curia.europa.eu

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

CONDOLÉANCES

C'est avec une profonde tristesse que les membres fondateurs, la rédaction et l'ensemble du personnel du *Soir d'Algérie* ont appris le décès de

Mahfoud Oldache

Oncle de leur collègue Kal Sabrina.

En cette douloureuse occasion, ils lui présentent ainsi qu'à sa famille leurs condoléances les plus attristées et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie.

Que Dieu le Tout Puissant accueille le défunt en Son Vaste Paradis.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



À la santé des moudjahidine du foie !

En meeting électoral, Laskri du FFS a déclaré : «Nos frontières sont menacées !» Je trouve cela scandaleux ! Depuis quand s'attaque-t-on à un pays...

... neutre ?

Et zut ! Celle-là, je l'ai ratée ! Ça me fait d'autant plus mal de l'avoir loupée que j'ai peu de chances qu'un tel événement se reproduise, moi vivant ! Au vu de l'accélération des choses, de la progression de la peste verte, de l'accès de fièvre sympathique pour les barbus du Hamas et du Jihad islamique, je suis même sûr que c'était là ma dernière chance de participer à une manifestation du genre en Algérie. Eh ben oui ! Une manif' en faveur de la réouverture des débits de boissons, vous en connaissez beaucoup vous qui courent nos rues pour exiger de rouvrir la boîte à pression et de réalimenter le débiteur à glaçons ? Non, évidemment. Pourtant, cette manif' a bien eu lieu. A Khenchela. Selon les témoignages de source Cuvée du Président, la manifestation a dégénéré en émeutes, les protestataires ayant fait usage de bouteilles. Attention ! Des bouteilles, certes, mais d'abord vidées de leur contenu, bien sûr. Ce qui a ajouté à l'ambiance survoltée qui a régné là-bas. Ainsi, il suffisait aux manifes-

tants d'ouvrir juste la bouche et de gueuler leurs revendications pour que cet acte se transforme en jets de cocktails Molotov, tellement les mecs étaient pleins et chargés ! Les forces de l'ordre rameutées à jeun – les pauvres – ont eu les pires difficultés pour maîtriser les mouvements désordonnés des assaillants. Essayez un peu pour voir, vous ! Arrêter le flux zigzagant de centaines de jeunes imbibés de houblon et de malt ! C'est vachement imprévisible un émeutier biberonné au coteau du Zaccar ! Ça vous dérouté le flic le plus averti, un homme en colère et en fermentation active ! Ah ! Mon Dieu ! Que je m'en veux ! C'était là-bas que ça se passait, et moi, j'écoutais bêtement, la gorge sèche et l'œil sans relief, Belkhadem ronronner à partir de Tlemcen que «le FLN est la première force du pays», ou encore Ouyahia révéler aux habitants d'Oum-El-Bouaghi que «l'Algérie ne doit pas un dollar à qui que ce soit». Mais on s'en fout, les tristus ! La vérité est ailleurs. La révolution est ailleurs. Le changement, c'est vraiment maintenant ! A Khenchelaaaaaaaaa ! Là, désolé, mais je ne peux rester de marbre devant cette épopée. Je dois m'en jeter un au fond du gosier. A la santé des héros khenchelis, des moudjahidine du foie ! Et je fume du thé pour rester éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

FIORINO 1.3 Multijet 75 CV
à partir de **1.215.000 DA**
(Prix remis, TVA et TVN incluses)
soit **70.000 DA** de remise

EQUIPEMENTS DE SERIE

ABS - Airbag conducteur - Climatisation - Condamnation centralisée, à distance - Direction assistée - Vitres teintées - Siège passager repliable et escamotable - Echelle de protection conducteur - Prise de courant 12V - Porte latérale coulissante - Portes arrières batantes asymétriques ...

Véhicules aménagés ANSEJ disponibles

Alger, 216 Rue Hassiba Ben Bouali, Mob. : 0770 43 39 39 Tél. : 021 675 721 Fax : 021 675 710 - / Nos agents agréés sur : www.fiatalgerie.com



CHARGE UTILE : 610 KG
VOLUME UTILE : 2.5 M³

Profitez de remises exceptionnelles
sur toute la gamme FIAT Professional *

* Offre réservée clients de la flotte de clients professionnels.

2⁺
ans
de Garantie
ou 100 000 KM

3 ans Peinture
8 ans Antiperforation
par la corrosion

STOCK
DISPONIBLE

